

IPC : le revenu disponible mérite un nouvel indice

Autor(en): **Savary, Géraldine**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **42 (2005)**

Heft 1659

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013653>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le revenu disponible mérite un nouvel indice

En réponse à l'article d'André Gavillet (DP n°1658), Géraldine Savary, conseillère nationale socialiste, plaide en faveur d'un indice du pouvoir d'achat.

Il n'y a plus guère que DP à se passionner pour la question de l'indice des prix à la consommation (IPC). Et pourtant. Nous devrions savoir que l'innocuité des statistiques cause parfois bien des dégâts en politique.

Quel est l'enjeu central dans la discussion sur le calcul de l'indice des prix à la consommation? D'abord, un constat sur lequel tout le monde est d'accord. La question du pouvoir d'achat des ménages est au cœur du débat politique. Observons brièvement, avant le baisser du rideau, les empoignades autour de la votation sur la libre circulation des personnes. La politique étrangère de la Suisse a été prise en otage dès le départ par la menace d'une baisse des salaires.

La gauche, les syndicats, sont conscients du problème depuis longtemps; et depuis longtemps ils plaident pour une amélioration du pouvoir d'achat. La tendance actuelle serait même de briser certains tabous. Pour certains, le combat se mène aujourd'hui sur le terrain des prix plus que sur celui des salaires. C'est pour cette raison que le groupe socialiste aux Chambres fédérales a déposé une série de propositions parlementaires demandant, qui une politique de baisse des prix, qui une mise en œuvre rapide du principe du «Cassis de Dijon», qui une accélération de la décartellisation, etc. Médicaments, assurances, prestations bancaires,

produits de consommation: tout serait trop cher en Suisse et le niveau des prix constituerait la source principale qui expliquerait la médiocrité du pouvoir d'achat des ménages.

Compenser les hausses de primes de l'assurance maladie

La gauche aurait pourtant tort de faire de la question des salaires une revendication dépassée, de lâcher la proie pour l'ombre, la fiche de paie pour le ticket de caisse. Comme le dit André Gavillet, «la défense des salaires réels, c'est la compensation de l'inflation et le maintien du revenu disponible». Et comment l'inflation est-elle évaluée? Quel outil utilisent les partenaires sociaux pour négocier les augmentations de salaire nécessaires à la compensation du renchérissement? L'indice des prix à la consommation. Or nous savons que l'IPC ne reflète pas le pouvoir d'achat des ménages. Nous savons qu'il ne dit rien du revenu disponible. Et nous savons aussi que la hausse des primes d'assurance maladie pèse lourdement sur le niveau du pouvoir d'achat. L'Office fédéral de la statistique connaît ces chiffres. Grâce à un indice spécifique, l'IPAM, nous pouvons constater qu'une progression de 7% des primes amoindrit le revenu disponible moyen de 0,5%. Ce problème n'est d'ailleurs pas nouveau. DP,

dans les années nonante déjà, s'en était fait l'écho. Mais il devient criant, injustifiable même, quand des hausses de primes aussi importantes s'accumulent année après année.

Alors que faire pour que soit mis sur pied un véritable instrument statistique? Ce que les socialistes demandent, c'est la création d'un indice du pouvoir d'achat, susceptible d'offrir mois après mois, année après année, l'évolution du pouvoir d'achat. Que cet indice prenne notamment en compte l'assurance maladie et permette de compenser l'augmentation des primes.

Certes, les objections soulevées par André Gavillet sont justifiées. C'est vrai que l'introduction des primes d'assurance maladie dans l'actuel indice des prix à la consommation pose des problèmes méthodologiques. Mais il reconnaît aussi que l'IPC ne reflète pas le pouvoir d'achat réel des ménages. Et il plaide à juste titre pour une différenciation méthodologique entre la question des prix et celle du pouvoir d'achat qui doit nécessairement prendre en compte les dépenses de transfert (impôts, assurances, dons). On diverge simplement sur la conclusion. Il ne s'agit pas d'inventer un nouvel instrument bricolé et inefficace, mais bien de mettre sur pied un véritable indice du pouvoir d'achat, que cet outil serve de base aux négociations salariales et puisse à terme remplacer l'IPC dans les négociations salariales. ■

Suite de la première page

Matin bleu

La presse gratuite est suspecte d'une autre faiblesse. Payée par la publicité, elle est dépendante du bon vouloir des annonceurs qui pourraient ainsi dicter le contenu rédactionnel. Certes. Et les journaux des associations de consommateurs, particulièrement sourcilieux en la matière, s'interdisent toute publicité pour être libres de critiquer le marché. Mais constatons que nos vénérables quotidiens tirent de la publicité au

moins deux tiers de leur revenu, ce qui est une dépendance à peine moins forte qu'un 100%.

Le Matin Bleu ne sera donc pas une bavure, un mouton noir de la presse romande. Mais l'arrivée d'un nouveau concurrent va modifier le comportement des titres existants. *Le Temps* n'a guère de soucis à se faire. Avec des titres informatifs et de chapeaux résumant ses articles, il peut informer en vingt minutes. Il conservera ses lec-

teurs s'il continue d'offrir tous les approfondissements qui font sa raison d'être. *La Tribune de Genève* et *24 heures* ne risquent pas grand-chose. Diffusés essentiellement par abonnement, ces deux quotidiens resteront maîtres de leur région en renforçant encore leur information de proximité. Pour *Le Matin*, c'est une autre affaire. La vente au numéro est primordiale et il devra trouver un autre argument publicitaire que son tradi-

tionnel «Vite lu», qui sera aussi la caractéristique de son futur jumeau bleu et néanmoins concurrent. Pour résister, *Le Matin* devra cultiver plus étroitement encore ce qui fait sa force: une information sportive très détaillée et son caractère boulevardier. Nous n'avons probablement pas encore tout vu. De belles affichettes aguicheuses vont sans doute fleurir sur les caissettes. Mais personne, bien sûr, n'est obligé de les lire. at